

## **LES CHANCES DE REUSSITE DANS LA SOCIETE CONTEMPORAINE**

Dans son roman, le bûcher des vanités, Tom Wolfe met en scène la chute d'un membre de la classe très aisée des financiers New-Yorkais. Par un simple fait du hasard, une erreur d'embranchement sur l'autoroute, un homme au fait de la réussite va se retrouver confronté au monde opposé au sien, celui des classes les plus défavorisées. Par peur, il va commettre un homicide et se retrouver ainsi pris au piège d'une chute sociale inéluctable.

Au delà d'une critique du microcosme de la haute bourgeoisie New-Yorkaise, Tom Wolfe met en lumière le fait que la réussite, comme la fortune, ne sont pas des choses définitivement acquises.

La réussite marque à la fois la volonté d'atteindre un but préalablement fixé et la reconnaissance sociale qui découle de la réalisation de cet objectif. La réussite est en cela une notion double mêlant facteur individuel et facteur collectif. Si la réussite est en effet, de prime abord, un sentiment individuel, elle n'est dans la plupart des cas prise en considération qu'au regard de la société dans son ensemble.

Réussite et société sont d'autant liées que la société contemporaine, par son caractère évolutif ainsi que par sa mise en exergue de principes égalitaires, semble particulièrement favorable aux réussites individuelles.

Pour autant la réalité semble démontrer que la réussite relève plus de la chance que de mécanismes sociaux. Elle résulterait donc de possibilités obtenues ou offertes, indissociables d'une forme positive de hasard.

Si la question de l'accès à la réussite se pose différemment en fonction des époques, c'est qu'il paraît découler naturellement des particularités de notre société contemporaine. Pourtant l'inégalité sociale semble y faire obstacle. Se pose dès lors la question de savoir dans quelle mesure il est possible de parler de réussite dans nos sociétés contemporaines. S'agit-il d'une utopie permettant aux individus de continuer à avancer ou peut-elle réellement se réaliser ? Comment l'appréhender au sein d'une société en perpétuelle évolution ?

Le paradoxe provient du fait que la notion de réussite semble découler de la société contemporaine alors même que la réalité de celle-ci y semble hostile (I). Cette apparente contradiction nécessite dès lors d'être combattue individuellement et collectivement (II).

I – Le paradoxe d'une société qui si elle fait croître la notion de réussite, semble lui être par nature peu favorable.

La notion de réussite semble s'être développée parallèlement à la société contemporaine (A). De par ses caractéristiques, celle-ci semble minimiser au maximum les chances de réussite des individus (B).

A – La réussite, une notion découlant de l'évolution de nos sociétés

Si la notion de réussite semble très présente dans les débats contemporains, il ne semble pas qu'elle ait fait l'objet de tant d'attentions dans les sociétés antérieures. Ce moindre intérêt s'explique en grande partie par la nature même de ces sociétés, qui faisaient appel à des explications de nature divine ou transcendante.

En effet, la plupart des événements trouvaient explication par référence à des éléments extérieurs à l'homme. Ainsi dans l'Antiquité, les oracles par leurs prédictions tendaient à justifier la survenance d'événements ultérieurs. Le caractère certain de ces paroles retirait tout libre arbitre à l'homme quels que soient les choix de celui-ci, il ne pouvait échapper à son destin. Œdipe eût beau tenter de fuir la prédiction de l'oracle de Delphes, il ne fit que concourir à sa réalisation.

Le même déterminisme se retrouve dans les sociétés dominées par la religion. Celle-ci a vocation à expliquer le monde et ainsi régenter la vie de l'homme. L'avenir est certain, il n'a dès lors pas vocation à être remis en cause. Ou, tout du moins, l'homme voit sa marge de manœuvre, quant au déroulement de sa vie, réduite au minimum. La notion de réussite n'a que peu de place dans un tel univers. Si chacun connaît son destin, il n'y a pas à souhaiter atteindre d'autres buts que ceux attribués par la vie.

Ce n'est qu'avec la rationalisation de la société, sa laïcisation, que le concept de réussite peut véritablement croître. Par ce processus de désenchantement du monde, tel que Max Weber l'a décrit, l'homme perd les certitudes antérieures. Le monde ne s'explique plus par référence à des éléments d'ordre divin. Si cette évolution donne l'occasion à l'homme de retrouver son libre-arbitre, il fait également naître des incertitudes. L'avenir ne peut désormais plus être connu, il reste à construire. Ce qui signifie que chaque individu peut choisir sa voie et se réaliser tel qu'il le souhaite. Ces choix vont s'accompagner d'appréciations selon qu'ils sont considérés comme positifs pour l'individu et la société ou, au contraire, néfastes. Le concept de réussite peut ainsi prospérer.

Parallèlement à la rationalisation de la société s'opère une montée de l'individualisme. Ce repli sur soi des individus est propre aux sociétés contemporaines, il illustre la mise en garde effectuée par A. Tocqueville au travers de son ouvrage De la démocratie en Amérique. Par leur passion de l'égalité, les hommes risquent de se replier sur eux-mêmes et de ne plus s'intéresser qu'à leurs besoins propres.

La recherche de la réussite, très prégnante dans nos sociétés actuelles peut être rapprochée de la vision critique de Tocqueville. L'homme moderne cherche avant tout sa propre réussite, sans s'occuper de la société dans son ensemble.

Néanmoins, s'il se désintéresse de la société en tant que communauté d'individus, il en attend une aide dans sa quête de la réussite. Incertain quant à son avenir, l'homme recherche

une sécurité accrue auprès de la société et de l'Etat. L'insécurité devient un élément essentiel de l'homme moderne (R. Castell – l'insécurité sociale). Pour pallier à ce sentiment, les citoyens se tournent vers l'Etat afin d'obtenir des mécanismes favorisant l'accès à une vie meilleure. Portée à son paroxysme, cette attente fait naître des espérances d'ascension sociale par le seul jeu d'institutions sociales. Cette quête vaine démontre néanmoins la fragilité des individus dans les sociétés contemporaines ainsi que leur volonté de sortir de leur condition première. Insatisfaits de leur sort, se sentant en totale insécurité, ils rêvent de réussite sociale et professionnelle.

Paradoxalement, si la notion de réussite semble découler directement de l'évolution des sociétés contemporaines, celles-ci semblent peu favorables à l'octroi d'une telle chance.

### B – Les chances de réussite minimisées par la société elle-même

Si la déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirme que les hommes naissent libres et égaux en droit, la réalité politique et sociale de la société française tend à contredire ce principe. La France, à l'image des autres sociétés contemporaines est une société inégalitaire. Il paraît dès lors difficile de penser que les chances de réussite sont les mêmes pour tous.

De fait, à observer l'analyse marxiste de nos sociétés, il ne peut être question de réussite pour la plus grande majorité de la population. En effet, le pouvoir est détenu par la classe dominante, la bourgeoisie, qui utilise toutes les institutions pour asseoir sa domination sur les classes prolétaires. Seuls les individus issus de la classe bourgeoise peuvent accéder à la réussite sociale. Tous les autres individus sont contraints de subir leur situation de dominé. Seul l'avènement d'une société sans classe pourrait permettre de mettre fin à cette inégalité.

Sans adhérer à la vision marxiste, il paraît néanmoins moins aisé pour un enfant issu d'un milieu défavorisé d'accéder aux institutions favorisant au mieux la réussite personnelle qu'un enfant issu d'une famille aisée.

Pourtant par l'instauration de l'instruction obligatoire dès 1882 et le développement des enseignements publics et privés, la société française semble mettre en œuvre les mécanismes favorisant la réussite. Ce constat peut néanmoins être tempéré par des analyses telles que celle de P. Bourdieu, qui constate que plutôt que de favoriser l'égalité, l'école tend à reproduire les inégalités sociales (la reproduction). Malgré une offre importante, des aides publiques et la scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans (depuis une ordonnance de 1959), l'école ne permet pas de lutter contre les écarts entre familles aisées et familles défavorisées. Par leur implantation géographique, l'offre se retrouve pré-déterminée. A ce premier écart, s'ajoute celui des moyens financiers et de la possibilité pour les parents d'aider leurs enfants dans l'apprentissage scolaire.

De ces constats, il paraît difficile d'envisager que les chances de réussite soient autre chose qu'un phénomène pré-déterminé dans une large mesure. Ce serait néanmoins faire preuve d'une trop grande rapidité d'analyse et nier les mécanismes permettant à la société de pallier ces obstacles.

## II – Face aux inégalités sociales, la chance de réussite peut résulter d’une double action

Les mécanismes correctifs possibles à l’apparente inégalité des chances sont doubles. A côté de l’action de l’individu lui-même (A), se développent des mécanismes d’ordre collectif (B).

### A – L’individu, acteur de sa propre réussite

Pour Sartre, il serait erroné de considérer que l’homme est déterminé dès sa naissance. Sa conception de l’existentialisme repose sur l’idée que chez l’homme, l’existence précède l’essence. L’homme se construit par lui-même tout au long de sa vie. Il n’est donc pas contraint par les conditions de sa naissance ou l’environnement dans lequel il évolue. Il est, au contraire, totalement libre de ses choix et par conséquent, de sa réussite.

A cette vision de l’homme, acteur principal de sa vie, peut être rapproché le mythe du rêve américain. Il découle du même principe, celui que tout est possible. La réussite est une affaire individuelle résultant de la volonté et du travail. Sans nier une part de hasard ou de chance, le mythe du rêve américain insiste davantage sur la confiance en soi et sur le travail. Nombre de personnalités américaines sont ainsi mis en exergue pour leur réussite personnelle. Oprah Winfrey dans le monde de la communication audiovisuelle ou encore Madonna dans celui de la musique tendent à diffuser l’idée que tout individu, même issu d’une classe défavorisée, peut réussir professionnellement et socialement.

L’image du self made-man est issue de cette même idée de réussite personnelle. François Pinault est ainsi cité en France comme l’exemple d’une réussite professionnelle et sociale exemplaire. Issu d’une famille modeste, il a construit un empire commercial mondialement reconnu. Il souligne que c’est par le travail et la volonté qu’il a principalement pu accéder à sa position actuelle.

Si ces conceptions égalitaires de la réussite paraissent très positives, elles semblent néanmoins devoir être tempérées par une réalité sociale moins idyllique. Le nombre d’individus ayant par eux-mêmes réussis tout en étant issus de milieux défavorisés reste faible.

Il convient néanmoins d’apporter un éclairage supplémentaire à la notion de réussite. Celle-ci découle d’une image reflétée par la société. Or l’évolution actuelle de celle-ci tend à en faire une société de la surconsommation, dans laquelle l’individu est perçu avant tout comme un consommateur. Ce constat établi notamment par G. Lipovetsky dans les temps hypermodernes apporte une explication à l’appréciation contemporaine de réussite. Celle-ci devrait principalement être financière et se traduire par la possession d’un grand nombre d’objets de valeur et un train de vie luxueux. C’est dans ce sens que le publicitaire J. Séguéla déclara qu’un homme de 50 ans qui n’avait pas de rolex ne pouvait affirmer avoir réussi. La réussite serait donc économiquement mesurable.

Pourtant il serait réducteur de s’arrêter à cette conception de la réussite. Celle-ci peut se limiter à des choses plus simples et dégagées de toute notion économique. Pour certains, la réussite passe par l’obtention du poste souhaité. Pour d’autres, seule la réalisation de sa vie personnelle et familiale peut être envisagée comme facteur de réussite.

Mais quelque soit la définition donnée au terme de réussite, il est rarement obtenu uniquement par une action personnelle. Il fait, dans la plupart des cas, également appel à des mécanismes d'ordre collectif.

## B – Des mécanismes correctifs d'ordre collectif

Face aux inégalités sociales, l'Etat et la société tentent de mettre en œuvre des mécanismes permettant d'améliorer la situation des plus défavorisés.

L'Etat intervient en premier lieu par le biais de l'école. Bien que celle-ci puisse être facteur de reproduction d'inégalités sociales (Bourdieu), elle est avant tout le premier échelon de la socialisation et de l'apprentissage. Afin de permettre au plus grand nombre de s'instruire, l'Etat assure la gratuité de l'enseignement laïc et tente, par l'intermédiaire de subventions, de pallier au manque de ressources de certaines familles.

A. Finkielkraut critique néanmoins l'évolution de cette institution comme n'étant plus aussi égalitaire qu'auparavant. Cette critique est toutefois discutable au regard du fonctionnement antérieur de l'école. Le collège unique n'est ainsi apparu que dans les années 70. Auparavant il existait deux systèmes parallèles créant ainsi une nette opposition entre ceux suivant le collège général permettant d'accéder à des études supérieures et ceux limités au certificat d'études.

Face au constat des manques de l'école et par là même des inégalités croissantes constatées lors de l'accession aux études supérieures et au marché du travail, des initiatives ont vu le jour. Le directeur de l'Institut d'études politiques de Paris a ainsi mis en place, en accord avec l'administration, un recrutement parallèle au concours d'accès. Ce recrutement est réservé aux étudiants les plus méritants des établissements secondaires de zones dites difficiles. Après quelques années d'expérimentation, le bilan semble positif car les résultats des étudiants recrutés par ce biais sont légèrement supérieurs à ceux recrutés par le concours classique.

Cette tentative réussie a sans doute inspirée en partie la création des classes préparatoires dans le cadre des préparations aux concours d'accès à l'entrée des grandes écoles de l'administration française.

En instaurant les classes préparatoires pour l'accès à son concours d'entrée, l'Ecole nationale de la magistrature a très certainement souhaité offrir une plus grande chance de réussite aux étudiants issus des facultés les moins favorisées et ainsi faciliter la diversité dans le corps de la magistrature.

Ces initiatives s'apparentent à de la discrimination positive. Ce mécanisme fait l'objet de vives controverses. Prôné par les uns comme unique moyen de pallier aux inégalités produites par la société ; il est pour d'autres une nouvelle forme d'injustice. Il fait quoiqu'il en soit naître une interrogation vis à vis de ceux qui en bénéficient. De telles mesures tendent en effet à rappeler constamment à l'individu qui en a bénéficié sa condition première et par là-même à dévaloriser sa réussite. Cet effet pervers est à regretter car si les mesures tendent à aider certains individus dans le premier accès à une scolarité ou à une profession, la réussite finale ne tient qu'à eux.

A côté des initiatives mises en œuvre ou soutenues par l'administration, il convient de souligner les actions associatives destinées à apporter une aide aux plus défavorisés afin de leur permettre d'accéder plus facilement aux objectifs qu'ils se sont fixés.

Les chances de réussite sont un concept particulièrement mouvant. Proche de l'utopie pour les uns, elle se mérite et s'obtient par la volonté et le travail pour les autres.

Reste à savoir si la recherche permanente de palliatifs à l'inégalité sociale ne va pas mener à terme à une uniformisation de la société, peu propice au développement individuel et par là même à une réussite personnelle.